

## **Le projet de partenariat transatlantique : le nouveau danger !**

Le Grand Marché Transatlantique est un projet préparé dans la plus grande discrétion, depuis pas mal d'années. Ni le Parlement de l'Union européenne, ni les parlements nationaux, ni les citoyens ne sont informés. C'est un déni de démocratie. Ce projet vise à créer une vaste zone de libre-échange entre les USA et l'Union européenne. Il serait socialement désastreux pour les populations de l'Union européenne, des USA et de tous les autres pays, notamment les pays du Sud.

Il concerne tous les secteurs de l'activité productive (industrie, agriculture, transports, services) et tous les espaces de vie sociale. Il prépare la mise en place de tribunaux d'arbitrage privés en vue de régler les différends qui pourraient naître à l'initiative des grandes firmes contre des collectivités publiques (locales, régionales ou nationales).

La suppression des normes de protection sociale, sanitaire, et environnementale, selon le mandat donné aux négociateurs sous le commandement des firmes multinationales, amplifierait le dumping social, fiscal, et environnemental. Un tel marché transatlantique renforcerait la pression sur les salaires et les conditions de travail dont nous sommes témoins aujourd'hui, et engendrerait une nouvelle croissance de la population la plus pauvre.

La baisse des droits de douane restant, notamment en agriculture, constituerait une nouvelle et grave atteinte à la souveraineté alimentaire de tous les pays ; l'extension de la propriété privée et du brevetage du vivant renforcerait la puissance des grandes firmes, ainsi que les dangers pour la santé publique.

Toute politique sociale, sanitaire, écologique, tout développement et amélioration des services publics, pourraient être contestés devant des tribunaux privés, échappant au droit public. N'importe quelle firme serait alors en mesure d'attaquer un Etat ou une collectivité publique au motif que la réglementation sociale ou sanitaire l'empêcherait d'investir comme elle voudrait ou de réaliser les profits qu'elle aurait programmés.

Face à cette violente offensive en préparation, il faut réaffirmer les objectifs vitaux pour l'humanité : liberté, égalité, solidarité, démocratie. Les peuples doivent pouvoir se nourrir sagement : la souveraineté et la sécurité alimentaires en sont le moyen.

Les règles régissant les échanges commerciaux ne doivent pas être celles de la concurrence débridée, et doivent comporter des clauses impératives de respect de tous les droits sociaux et politiques.

Sous contrôle populaire, les gouvernements et les institutions internationales doivent coopérer pour lutter contre le dérèglement climatique, pour la protection des écosystèmes, pour assurer à toutes et à tous un emploi, un revenu décent, la protection sociale, une vraie qualité de vie matérielle, sociale, civique ...

C'est possible. Les adversaires sont redoutables et disposent de moyens énormes pour asseoir leur dictature. Il faut les nommer : firmes multinationales, gouvernements, Commission de l'union européenne.

Comme Alter Sommet nous avons un regard critique sur le processus et les acteurs impliqués. Nous allons exprimer notre critique au niveau local, national et européen et unir nos forces avec d'autres groupes clés dans la lutte contre ce projet de traité non démocratique.

L'Alter Sommet ne peut pas soutenir la création d'un marché transatlantique et exige l'arrêt immédiat des négociations sur le TTIP.